

■ Brésil | Élection présidentielle (3/5)

Reportage Raphaël Meulders
Envoyé spécial au Brésil

Le prêtre, les tueurs, les fazendeiros et les sans-terre. Cela pourrait être le titre d'un mauvais western. C'est pourtant la réalité d'une petite ville dans le sud du Pará, le deuxième plus grand Etat du Brésil, aux confins de l'Amazonie et à 2 300 km de São Paulo. Mais si à Xinguara, les chapeaux de cow-boys et les bottes santiags font fureur, c'est bien du sertanejo, la musique country version brésilienne, qui rugit de rutilantes 4x4 ou de plus simples échoppes.

Ville assoupie sous ses 35 degrés à l'ombre et sa terre rouge envahissante, Xinguara attend ses premières pluies depuis juin dernier. L'élevage de bétail et, récemment, la découverte de richesses minières attirent les gros investisseurs de Rio et São Paulo, tout comme les paysans des Etats voisins plus pauvres du Brésil (Goiás, Maranhão, Piauí). A l'entrée de la ville, des ouvriers se pressent de terminer l'asphaltage de l'unique route reliant l'Etat du sud au nord, tandis qu'un peu plus loin, de nouveaux quartiers s'approprient à voir le jour. Xinguara, un Eldorado pour beaucoup de ses 40 000 habitants, vit un véritable boom économique et démographique.

Voilà pour le décor. Et voici le prêtre. Il s'appelle frère Henri Burin des Rozières, est français, dominicain, membre de la Commission pastorale de la terre (CPT) et est l'avocat des paysans les plus pauvres, ceux qu'on appelle les "sans-terre". Malgré son immensité territoriale, plus de 12 millions de personnes n'ont pas accès à la terre au Brésil. "Quand je suis arrivé ici, c'était encore la jungle", se souvient frère Henri.

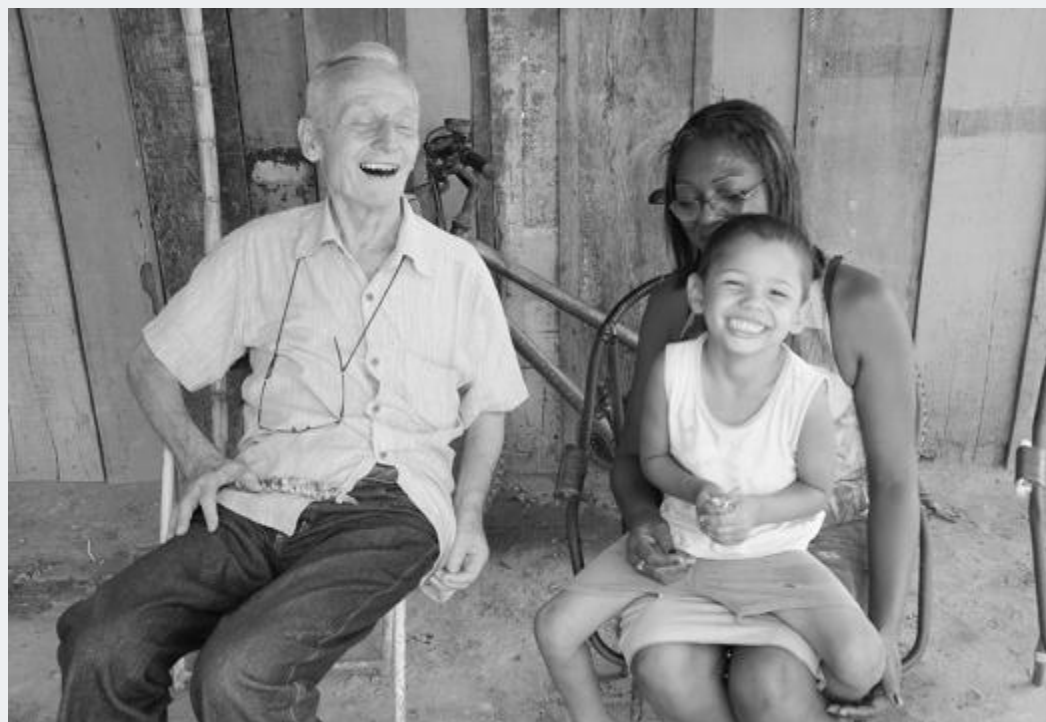
Depuis, le déboisement massif est passé par là et la région n'est plus qu'un immense pâturage que se partagent d'immenses propriétaires terriens. Et d'autres plus modestes. "Le Brésil est un pays inégal et la concentration des terres est emblématique de cette inégalité. C'est sa racine", explique celui que tout le monde ici appelle frei Henri. Avocat de formation, le dominicain, qui était déjà au Brésil depuis 1978, a été appelé dans la région en 1990. "C'était l'époque où les fazendeiros, les grands propriétaires terriens, avaient décidé d'éliminer tous les leaders syndicaux. Je devais suivre les procès qui devaient durer trois mois. Mais je suis toujours là."

Et si le dominicain est salué chaleureusement en rue, il sait aussi que son action en dérange plus d'un. Ses ennemis sont nombreux à Xinguara. A commencer par les notables de la ville. Le Rotary Club, le Lions club, la loge maçonnique et le syndicat ruraliste ont ainsi envoyé récemment une lettre à l'évêque du diocèse pour que ce dernier rappelle à l'ordre le frei qui favoriserait les occupations illégales de terre et détournerait les croyants du catholicisme avec son action. "S'il n'y a pas de changement radical de son comportement, il pourrait s'en suivre des conflits très désagréables", annonce la lettre. "Le MST (Mouvement des sans-terre) est autonome et choisit lui-même ses occupations de terrains. Moi, mon rôle, c'est de les aider juridiquement", se défend le frère.

Depuis son arrivée, frei Henri a fréquemment reçu des menaces de mort. Peu après l'assassinat de la sœur Dorothy Stang en 2005 à Anapu, plus au nord, sa tête est officiellement mise à prix dans un journal local : 100 000 reais (41 000 euros). Une pratique "courante" dans le sud du Pará. "Il y a une tablette de prix. Si vous êtes avocat ou évêque, les prix montent en flèche." Depuis, l'Etat a décidé de lui assigner, contre sa volonté, une garde rapprochée de trois policiers qui se relaient 24h sur

Un prêtre dans le far west

► Frère Henri est français, dominicain, membre de la Commission pastorale de la terre. Il est l'avocat des paysans les plus pauvres.



"On reconnaît un crime commandité au fait que les pistoleiros coupent une oreille de la victime. Et ce, afin de prouver que le contrat a bien été rempli." FRÈRE HENRI

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française, Raphaël Meulders parcourt le Brésil entre les deux tours de l'élection présidentielle.

24 à ses côtés. "Ma situation est un peu ridicule. Je suis vieux et étranger et je pense que d'autres mériteraient davantage cette protection. Mes policiers, que j'ai toujours soigneusement sélectionnés, sont davantage des gardes-malades que des gardes du corps", explique frei Henri, 81 ans, qui ne se déplace plus sans une béquille depuis ses deux accidents vasculaires cérébraux.

Mais le prêtre reste conscient du danger car les pistoleiros, tueurs professionnels, "pullulent" à Xinguara. Depuis 20 ans, le conflit de la terre a fait 500 morts dans la ville. "On reconnaît un crime commandité au fait que les pistoleiros coupent une oreille de la victime. Et ce, afin de prouver que le contrat a bien été rempli." Frère Henri connaît même ses "commanditaires". "Les plus dangereux, ce sont les petits et les moyens propriétaires terriens. Pas les grands. Ou alors ils le font plus discrètement."

Suite à un conflit "très dur", qui avait fait deux morts en 2005, un propriétaire, exproprié d'une partie de ses terres, a publiquement promis d'assassiner le frère. "Il y a aussi ces deux policiers, condamnés pour avoir torturé un enfant dont j'étais l'avocat. Malgré tous mes efforts, je n'ai jamais réussi à savoir s'ils étaient réellement en prison ou pas. La justice et la police sont tellement corrompues ici. C'est terrible."

Sur les dix-neuf procès intentés pour meurtre ces dernières années par la CPT, seul un a mené à la condamnation des prévenus : celui du meurtrier de sœur Dorothy, suite à une "forte pression" des Etats-Unis. "Il y a une telle impunité que les fazendeiros et les pistoleiros peuvent faire ce qu'ils veulent. Ils ne craignent absolument rien." Le combat du frei, qu'il compare à celui de David contre Goliath, on le retrouve sur le terrain. Ou plutôt le long de la route principale, à 40 km de Xinguara, où 160 familles du MST ont établi leur campement depuis cinq ans sur une partie des 35 000 hectares de la fazenda Rio Vermelho. Une propriété des frères Quagliato, les anciens rois du bétail brésiliens. Poste de guet, école et organisation sociale rigoureuse, le MST, qui existe depuis 1984, est une machine bien rodée. Les familles vivent des produits cultivés sur le lopin de terre occupé, tout en vendant le surplus dans des petites échoppes le long de la route. Après une rapide célébration, le frei prend des nouvelles de chacun. Et donne des informations sur l'avancement du procès du MST contre le groupe Quagliato : "C'est maintenant officiel, 2000 hectares ne leur ont jamais appartenu. Ces terres sont publiques et doivent retourner à la réforme agraire et aux petits paysans." Soulagement général.

Le frei insiste aussi sur la pétition lancée à travers tout le Brésil et visant à limiter à 2500 hectares la possession de terre au Brésil. "Il faut se mobiliser, cette pétition doit arriver au parlement et devenir une loi." Dans l'assemblée, Gildonberg Costa da Natividade ne perd pas une parole du dominicain. Coordinateur du MST, le jeune homme de 24 ans, a vu son père échapper miraculeusement au massacre de Carajás (19 membres du MST tués par la police civile en 1996). "Il s'en est sorti avec une balle dans la jambe. Mais cet épisode m'a fortement marqué et, depuis, je suis rentré dans la lutte. Dans ce pays, si vous ne mettez pas de pression, vous n'obtenez rien du tout."

Et si les relations du MST se sont "pacifiées" avec les Quagliato, elles sont beaucoup plus tendues avec la fazenda Santa Barbara, vaste complexe de fermes du groupe Opportunity, dont l'actionnaire principal est Daniel Dantas, un banquier de São paulo au passé judiciaire chargé.

En cinq ans, le paulista a détrôné les frères Quagliato, en achetant, rien que dans le sud du Pará, 500 000 hectares de terre et 500 000 têtes de bétail. "C'est devenu le plus grand producteur de viande du Brésil et le second au monde", affirme frei Henri. Titre moins glorieux, il est aussi le principal responsable

de la déforestation au Para, selon l'Ibama, l'institut brésilien chargé de la protection de l'environnement. Le mois passé, l'organisme a ainsi pris en flagrant délit un employé de Dantas qui déversait, depuis un avion, des agrototoxiques dans une partie protégée de l'Amazonie. Le groupe aurait une "dette" de 20 millions de reais (8,2 millions d'euros) envers l'Ibama pour toutes ces actions illégales. "Vous croyez que ces amendes sont payées ? Jamais et c'est prouvé. Le lendemain, la Santa Barbara continuait son crime environnemental", affirme le frei.

Le conflit est intense. En juin dernier Oscar Boller Filho, le gérant de Santa Barbara, affirmait, photos de sa voiture criblée de balles à l'appui, avoir été victime d'un attentat. D'après un communiqué du groupe, les "envahisseurs de terres" étaient forcément les coupables de cet attentat. "Le MST est un mouvement pacifiste", défend Gildonberg. "Les seules armes que nous avons, ce sont ces manchettes pour ouvrir les noix de cocos", explique cette autre militante. Mais si on touche à nos familles, nous les utiliserons." Les victoires, le frei les compte sur les doigts de la main. "On avance à petits pas, en pensant aux générations futures. Mais c'est tout de même d'ici qu'est partie la dénonciation du travail esclave au Brésil. Au début, tout le monde niait cette réalité ou ne voulait pas y croire. Depuis notre action, tout le monde en parle et c'est devenu une priorité du gouvernement." Chaque année, 5 000 ouvriers-esclaves sont ainsi libérés dans le pays. "Le président Lula a fait des avancées sociales spectaculaires, mais, sur la réforme agraire, rien n'a avancé. Lula a tout misé sur l'agrobi-

business (Ndlr : Le Brésil est devenu le troisième pays exportateur agricole du monde), mais c'est encore une catastrophe d'un point de vue social et environnemental. Tout comme ces recherches minières qui sont en train d'être réalisées dans le sous-sol de la région par de grands groupes brésiliens et étrangers."

Zinc, fer, nickel et or, les habitants du sud du Para s'y préparent : dans quelques années, la région devrait profondément changer de visage. "Mais ici, on a rien trouvé", explique Leonardo Mendes, un "petit fazendeiro" (3 000 hectares), du moins selon les normes brésiliennes, de São Felix de Xingu, à 250 km de Xinguara. "Tous ses projets de réduire la limite de possession de terre au Brésil, c'est totalement antidémocratique, pestait-il. Cette loi ne passera jamais. Nous avons eu ces terres grâce à notre travail et nous les méritons. Le frei Henri n'est pas le premier étranger qui vient nous faire la leçon. Sait-on en Europe que le Brésil n'est plus un pays colonisé ? Est-ce que je m'occupe des mouvements sociaux actuels en France ? Frei Henri serait sans doute davantage utile là-bas. Mais cette histoire de contrat sur sa personne, c'est totalement barbare. Seul Dieu peut prendre la vie de quelqu'un." La France, justement, frei Henri va y retourner en décembre prochain, afin de s'occuper de son frère atteint de la maladie d'Alzheimer. Et se soigner lui-même. "J'espère que les médecins me donneront le feu vert pour revenir à Xinguara. Il y a encore tellement de choses à faire ici. Je crois que ma mission n'est pas terminée", lance-t-il, sourire en coin.

Le Salon du Jeu & Jouet
Où tous les enfants s'amuse en jouant !

PLAY TOWN

4 > 7 novembre 2010
10.00 > 18.00 Tour & Taxis - Bruxelles
www.playtown.be
Prévente chez DreamLand et Maxiloys

organisé par V, m, FAMIDOO, Cerveau, VLAARSE GEMEENS CHAPSICO MESSIE, DreamLand, ZOOM, RTL TVI, RTL, Liqueur, Jde, Femmes, BDW, Bruxelles, La Libre